

D É C R E T

N.º 1475.

DE LA

CONVENTION NATIONALE,

Du 4 Septembre 1793, l'an second de la république Française,
une & indivisible,

*Relatif au payement du Traitement des Professeurs,
tant des Collèges, que des autres Établissmens
d'Instruction publique.*

LA CONVENTION NATIONALE décrète :

A R T I C L E P R E M I E R.

Les fonds nécessaires pour le payement des traitemens accordés aux professeurs, tant des collèges, que des autres établissemens d'instruction publique François, tels qu'ils ont dû être réglés en exécution de l'article X du décret du 8 mars dernier, échus & à échoir, continueront provisoirement à être pris sur le produit des contributions publiques, & délivrés sans délai, sur les ordonnances des directoires de district.

I I.

Les corps administratifs sont chargés de faire parvenir au ministre de l'intérieur, dans deux mois pour tout délai, les états de toutes les dépenses de ces établissemens, qui aux termes des articles VII, VIII, IX, X & XIII de la même loi, sont à la charge de la nation.

THE P. VERRAY
LIBRARY

Cas
660
FRL
10332
no. 48

I I I.

Les sommes nécessaires pour la nourriture des boursiers, dont les revenus sont perçus par la nation, seront payées provisoirement de la même manière.

I V.

Les professeurs choisiront l'un d'entre eux pour expliquer à tous les élèves la déclaration des droits & l'acte constitutionnel.

Visé par l'inspecteur. Signé BLAUX.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la Convention nationale. A Paris, le 4 septembre 1793, l'an second de la république Française, une & indivisible.
Signé THURIOT, ex-président; MERLIN (de Douai) & P. J. DUHEM, secrétaires.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs & Tribunaux, que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs; en foi de quoi nous y avons apposé notre signature & le sceau de la république. A Paris, le quatrième jour du mois de septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la république Française, une & indivisible. *Signé PARÉ. Contresigné GOHIER.* Et scellée du sceau de la république.

Certifié conforme à l'original.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXÉCUTIVE DU LOUVRE.

M. DCC. XCIII, l'an 2.^e de la République.



